

## L'IMAGE DE L'AFRIQUE DANS LES LIGNES DIRECTRICES DE LA POLITIQUE DE L'ALLEMAGNE ENTRE 2009 ET 2018: UN DISCOURS À DOUBLE VISAGE

POUYE Aliou  
Assistant  
Enseignant-Chercheur  
Université Cheikh Anta Diop, Dakar (Sénégal)  
Département de Langues et Civilisations Germaniques  
[aliou3.pouye@ucad.edu.sn](mailto:aliou3.pouye@ucad.edu.sn)

### **Abstract**

Since 2009, the Federal Republic of Germany has been working to find a better strategy for its cooperation with Africa. While in the different guidelines for the Africa-Policy of the federal government, Africa is presented, on the one hand, as a "booming continent" mainly because of "its economic performance", on the other hand, the fact remains that image of a "needy" Africa, wracked by wars, poverty, epidemics, corruption, natural disasters, etc. still occupies a large place. However, Germany recognizes that it needs to correct this image to establish an equal partnership with the continent.

**Key words:** Africa, Germany, Policy, Cooperation, Development

### **Zusammenfassung**

Seit 2009 bemüht sich die Bundesrepublik Deutschland um die Erarbeitung einer besseren Strategie für ihre Zusammenarbeit mit Afrika. Wenn Afrika in den verschiedenen Leitlinien für die Politik der Bundesregierung als einerseits „ein Kontinent im Aufbruch“ aufgrund seiner „wirtschaftlichen Leistungen“ vorgestellt wird, ist andererseits das Bild eines „hilfsbedürftigen Afrika“, das von Kriegen, Armut, Seuchen, Korruption, Naturkatastrophen, etc. heimgesucht ist, immerhin sehr verbreitet. Allerdings ist es für die Bundesrepublik Deutschland notwendig, dieses Bild zu verändern, um eine Partnerschaft auf Augenhöhe mit dem Kontinent zu bilden.

**Schlüsselwörter:** Afrika, Deutschland, Politik, Zusammenarbeit, Entwicklung

### **Résumé**

Depuis 2009, la République Fédérale d'Allemagne s'est employée à trouver une meilleure stratégie pour sa coopération avec l'Afrique. Si dans les différentes lignes directrices de la politique du gouvernement fédéral, l'Afrique est présentée, d'une part, comme un «continent en plein essor grâce surtout de «ses performances économiques», d'autre part, il n'en demeure pas moins que cette image d'une Afrique «nécessiteuse», tenaillée par les guerres, la pauvreté, les épidémies, la corruption, les catastrophes naturelles, etc. y occupe toujours une large place. Toutefois, l'Allemagne reconnaît qu'il lui faut corriger cette image pour asseoir un partenariat d'égal à égal avec le continent.

**Mots-clés:** Afrique, Allemagne, Politique, Coopération, Développement

## Introduction

**«Pour moi, l'humanité de notre monde se mesurera à l'aune du destin de l'Afrique»  
(Horst Köhler, Président fédéral- 2004-2010,  
Discours d'investiture, Berlin, 1<sup>er</sup> juillet 2004)**

Trouver une stratégie qui sert de document de référence aux relations politiques, économiques, culturelles et commerciales avec l'Afrique dans son ensemble a été depuis toujours une préoccupation du gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne, quelle que soit, par ailleurs, la coalition de partis politiques au pouvoir. L'existence ou l'absence de ce document de référence a suscité parfois et surtout, depuis la première décennie de ce 21<sup>ème</sup> siècle, de vifs débats au sein de la classe politique allemande, des organisations non gouvernementales qui déroulent des activités en Afrique avec des subventions du gouvernement fédéral, mais aussi des acteurs de la communauté scientifique<sup>1</sup>, notamment ceux qui sont appelés communément «Africanistes».

Depuis quelques années, le gouvernement allemand s'emploie à élaborer et à mettre en œuvre ces lignes directrices par une approche holistique de la situation du continent tout en définissant les intérêts, les objectifs et les initiatives à prendre pour bâtir des relations de «partenariat» avec l'Afrique. À un rythme jusqu'ici inhabituel, Berlin a élaboré et adopté en l'espace de quelques années trois textes qui lui servent de stratégies pour sa politique africaine. Le premier a été élaboré en 2009 (cf. Auswärtiges Amt, 2009), presque 4 années après l'arrivée d'Angela Merkel à la tête du gouvernement et peu avant la tenue d'élections au Parlement fédéral, *le Bundestag* ; le deuxième a été élaboré et adopté en 2011 (cf. Auswärtiges Amt, 2011), sous le magistère de la coalition chrétienne-libérale CDU-CSU/FDP et enfin le troisième qui date de mai 2014 (cf. Auswärtiges Amt, 2014), est l'œuvre de la grande coalition CDU-CSU/ SPD, actuellement au pouvoir.

Une analyse du discours à travers ces différentes stratégies, permet d'entrevoir aussi bien une image positive que négative projetée sur l'Afrique. En effet, si dans ces différentes lignes directrices, l'Afrique est présentée d'une part comme continent en mutation, un «continent en plein essor» (cf. Auswärtiges Amt, 2014, p. 1) surtout grâce à ses performances économiques, mais aussi à des conditions-cadres politiques et sécuritaires bien meilleures que celles vécues dans les années 90, il n'en demeure pas moins que, d'autre part, cette image d'une Afrique gangrénée par les guerres, le terrorisme, la pauvreté, les épidémies, la corruption, les catastrophes naturelles, etc. y est bien perceptible.

Partant de ce constat, nous envisageons de voir dans cette contribution comment ce discours à double visage se manifeste et évolue dans les stratégies qui fondent les relations entre l'Afrique et l'Allemagne. Avant de nous pencher sur les éléments qui corroborent une image négative, mais aussi sur les facteurs qui contribuent à orienter le discours vers une image plus positive, nous rappellerons le contexte dans lequel les lignes directrices de la politique allemande en direction de l'Afrique ont été élaborées et tenterons par la suite de savoir pourquoi ce changement de discours sur l'Afrique depuis un certain temps. Pour finir nous essayerons de tirer des leçons qui pourraient contribuer à asseoir des relations fructueuses entre l'Afrique et ses partenaires comme l'Allemagne.

---

<sup>1</sup>En l'an 2000, des chercheurs réputés «experts» de l'Afrique produisent un mémorandum dans lequel ils appellent le gouvernement fédéral à se pencher sur une réorganisation de la politique africaine en prenant compte de certaines réalités propres à ce continent. cf. Engel, Ulf / Kappel, Robert/ Klingebiel, Stephan/ Mair, Stefan/ Mehler, Andreas/ Schmidt, Siegmur: *Memorandum zur Neubegründung der deutschen Afrikapolitik. Frieden und Entwicklung durch strukturelle Stabilität*, Berlin, 2000.

## 1. Contexte et justification

Avec ses lignes directrices, l'Allemagne voudrait ouvrir un nouveau chapitre dans ses relations politiques, économiques, culturelles et commerciales avec l'Afrique (Cf. Auswärtiges Amt, 2011). Ce continent, jadis considéré comme une «balle à jouer», apparaît de plus en plus comme un partenaire, une puissance qui s'affirme et qui revendique pleinement sa place d'acteur global. Les avancées politiques (démocratie, bonne gouvernance, respect des droits de l'Homme), la croissance économique relativement forte avec un PNB élevé dans plusieurs pays, l'abondance de matières premières et de ressources minières et énergétiques aiguisent les appétits des puissances étrangères. Les anciennes puissances coloniales qui, jusque-là, entretiennent des relations privilégiées avec leurs anciennes colonies ont été rejointes sur le terrain par de «nouveaux» partenaires comme la Chine, l'Inde, le Brésil et la Turquie, avec lesquels ils sont en rude concurrence. Les entreprises allemandes qui voudraient prendre pied en Afrique de manière durable et accéder davantage au marché africain sont bien conscientes de cette réalité concurrentielle et appellent le gouvernement fédéral à leur donner un coup de pouce politique pour y faire face. Comme le reconnaissent les plus hauts responsables de l'*Afrika-Verein*<sup>2</sup>, pour faire bonne figure dans l'attribution des marchés, les visites de hauts représentants des entreprises allemandes ne suffisent pas, mais ils ont besoin d'un accompagnement et d'un soutien des plus hautes instances politiques de leur pays, comme en bénéficient les milieux d'affaires des pays comme le Brésil, la Chine et l'Inde (Cf. Afrika-Verein, 2013, p. 4). Cet état de fait a été bien pris en compte dans les lignes directrices de la politique de l'Allemagne en direction de l'Afrique et le gouvernement fédéral veut montrer ici qu'il en est bien conscient et qu'il doit s'y adapter.

Dans ces lignes directrices est exprimée une vision de la politique du gouvernement fédéral. Le discours se distingue par son caractère polysémique : «L'Afrique est en mutation- nous devons moderniser en profondeur notre image de l'Afrique» (cf. Auswärtiges Amt, 2009, p. 1), est cette phrase par laquelle s'ouvre les lignes directrices de la politique africaine du gouvernement fédéral de 2009. Cette assertion qui traverse les différentes stratégies élaborées par le gouvernement allemand sonne comme un leitmotiv et est assez révélatrice d'une certaine perception qui se traduit par une méconnaissance du continent ; elle exprime en même temps une volonté de rupture, de faire un certain *mea culpa* pour reconsidérer la place de l'Afrique, pour réviser une image négative projetée sur ce continent, jusqu'ici très ancrée dans les mentalités d'une grande partie de la population, notamment chez des hommes politiques allemands et entretenue par une certaine presse à sensation, cette horde de «journalistes des ténèbres» (Lutz. Mücke, 2009) qui se plaisent à jeter le discrédit sur l'Afrique qui n'a de place dans leurs médias que quand il s'agit de parler de catastrophes.

En tout état de cause, l'analyse de la nomenclature dans les lignes directrices permet de percevoir un discours qui fait une dichotomie entre l'Afrique du passé et l'Afrique du présent, ou encore entre une Afrique jeune et dynamique, qui marche, qui assume de plus en plus de responsabilités, qui innove, une Afrique qui attire, celle des *success stories* et des *well performers* comme le Ghana, l'Afrique du Sud, le Nigéria, bref une «Afrique qui présente beaucoup d'opportunités à saisir» (Cf. Auswärtiges Amt, 2009) contre une Afrique perdante, qui stagne, une Afrique des Etats en faillite.

---

<sup>2</sup>L'*Afrika Verein* (Association Economique Germano-africaine) regroupe des entreprises et institutions allemandes qui s'intéressent aux échanges économiques avec l'Afrique. Ayant ses bureaux à Berlin et à Hambourg, elle constitue une interface entre les entreprises allemandes et les marchés africains. Elle défend les intérêts de plus de 550 entreprises allemandes représentées en Afrique. Elle a pour objectifs de promouvoir les échanges commerciaux entre l'Afrique et l'Allemagne et d'aider à présenter une meilleure image de l'Afrique en Allemagne pour inciter les entreprises allemandes à s'intéresser au continent et à profiter de ses opportunités. Les partenaires de l'Association sont les gouvernements, les chambres de commerce, les associations patronales et autres groupements économiques en Afrique. L'association a signé des accords de coopération avec plus de 30 organisations sur l'assistance mutuelle en matière de promotion des échanges commerciaux. On peut en citer la Confédération Nationale des Employeurs du Sénégal, le Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire, la Fédération des Entreprises du Congo en République Démocratique du Congo, l'Agence de Promotion des Investissements Privés en Guinée, etc. (voir : <https://www.afrikaverrein.de> (01.10.2019))

## 2. L'Afrique et l'Allemagne : La persistance des clichés et des préjugés

Les rapports entre l'Afrique et les pays occidentaux sont depuis longtemps caractérisés par une certaine volonté de domination de la culture européenne. En effet, les cultures européennes ont toujours rencontré d'autres cultures en se présentant comme des «donneuses de leçons». Cette attitude hégémonique, voire condescendante envers d'autres cultures, surtout africaines, constituent un frein à un dialogue franc et dépourvu de préjugés entre elles. Il a été déjà prouvé depuis Hegel que «les relations entre l'Afrique et l'occident sont traversées par des clichés, des apriori, des stéréotypes de tout genre» (T. L. R. Boa, 2012, p.119-133). Hegel formule sa fameuse conception de l'Afrique en ces termes :

*L'Afrique proprement dite est la partie de ce continent qui en fournit la caractéristique particulière. Ce continent n'est pas intéressant du point de vue de sa propre histoire, mais par le fait que nous voyons l'homme dans un état de barbarie et de sauvagerie qui l'empêche encore de faire partie intégrante de la civilisation. L'Afrique, aussi loin que remonte l'histoire, est restée fermée, sans lien avec le reste du monde; c'est le pays de l'or, replié sur lui-même, le pays de l'enfance qui, au-delà du jour de l'histoire consciente, est enveloppé dans la couleur noire de la nuit. S'il en est ainsi fermé, cela tient non seulement à sa nature tropicale, mais essentiellement à sa constitution géographique. Encore aujourd'hui elle demeure inconnue et sans aucun rapport avec l'Europe<sup>3</sup>.*

Cette conception a prédominé dans les rapports entre l'Afrique et les pays européens depuis longtemps. Les informations concernant l'Afrique sont traitées de manière tendancieuse, non différenciée et très subjective et sont réduites à quelques aspects sensationnels (conflits, épidémies, catastrophes naturelles, etc). L'Afrique est ainsi présentée à partir d'une vision unilatérale et, au demeurant apocalyptique. Depuis les années 90, années durant lesquelles beaucoup de guerres civiles ont éclaté dans une grande partie du continent, où on a assisté à de nombreux coups d'Etat militaires, à une propagation rapide du Sida, on parle de l'Afrique des «7 cas», ou des «7 K's» en allemand : *Konflikte, Kriminalität, Korruption, Kapitalflucht, Krankheiten, Natur-und Hungerkatastrophen<sup>4</sup>.*

Au-delà de ces problèmes énumérés, ce tableau, bien plus que sombre, est complété par la concussion, le terrorisme qui prend de plus en plus de l'ampleur au Nord du continent, la piraterie en Somalie et au Djibouti par exemple, les migrations illégales, les conséquences désastreuses des changements climatiques, etc. On met surtout en exergue la pauvreté et les conflits au Congo, au Soudan, en Côte d'Ivoire à l'époque, en Somalie et dans les régions du Sahel et celle des Grands-Lacs qui causent le déplacement de beaucoup de réfugiés, la violation flagrante des droits de l'Homme, la fragilité des Etats, etc.(Cf. Auswärtiges Amt, 2011, p. 5)

Même si dans les lignes directrices, on souligne que certains de ces problèmes n'ont pas que de causes exclusivement internes, le continent est présenté, a priori, comme le premier responsable. Mais, en tout état de cause, on considère que ces problèmes constituent des menaces sur la sécurité et la stabilité du continent et donc risquent d'avoir des répercussions sur la vie des populations en Europe, notamment en Allemagne. Même la forte explosion démographique (environ 1 milliard d'habitants), avec un fort pourcentage de jeunes, est considérée comme une menace liée à une tendance haussière du taux de chômage surtout chez cette frange de la population (Cf. Le gouvernement fédéral, 2014, p. 2) et à laquelle le continent doit faire face. Dans d'autres endroits des lignes directrices, on note cependant que ce pourcentage élevé de jeunes ouverts au monde par les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et de plus en plus formés, pleins de créativité et capables de porter des projets innovants constitue une chance pour l'Afrique (Cf. Le gouvernement fédéral, 2014, p. 2). Il y'a donc une perception positive de l'Afrique dans les lignes directrices.

<sup>3</sup> Hegel, Friedrich, 2007, «La raison dans l'Histoire de Hegel. L'Afrique». In : *Le Monde Diplomatique*, Novembre 2007, <https://www.monde-diplomatique.fr/2007/11/HEGEL/15275> (22.09.2019)

<sup>4</sup> Conflits, criminalité, corruption, fuite des capitaux, maladies (VIH-Sida, Ebola), catastrophes naturelles et humanitaires. (Cf. M. A. Ferdowsi, 2004, p.11).

### 3. Éléments d'un discours positif

Partant d'une analyse de la situation politique, économique et sociale en Afrique, le gouvernement allemand s'emploie à reconsidérer la place de l'Afrique et surtout le regard qu'il projette sur le continent. Les éléments qui constituent des avancées positives en matière de gouvernance politique, économique et sécuritaire sont largement pris en compte dans les lignes directrices. Au-delà de l'ancrage de la démocratie dans les pays comme le Ghana, le Bénin, le Sénégal, le Cap-Vert, etc., on souligne dans ces lignes directrices que l'Etat de droit et les droits de l'Homme (Charte Africaine des droits de l'Homme et des Peuples), sont de plus en plus respectés en Afrique. Le refus de l'Union Africaine de cautionner les coups d'Etat, comme ce fut le cas en Guinée, en Côte d'Ivoire, au Madagascar ou encore, dans un passé récent, en Gambie, la création du NEPAD (*New Partnership for Africa's Development*), la disponibilité des Etats africains à évaluer mutuellement leurs politiques publiques et à rendre compte à travers la création et la mise en œuvre du MAEP (Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs), les résultats positifs enregistrés en matière d'intégration continentale (Union Africaine (UA)), régionale et sous-régionale (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), *South African Development Community (SADC)*, *Inter Governmental Authority for Development (IGAD)*) sont des engagements qui correspondent aux valeurs défendues par l'Allemagne dans sa politique étrangère. Ces engagements pour plus de stabilité politique illustrent parfaitement que l'Afrique est prête à prendre ses responsabilités sans attendre une aide venant de l'extérieur.

Au plan économique, on note une croissance assez forte qui dépasse même parfois celle de beaucoup de pays du G20. En outre, les conditions-cadres sécuritaires favorables avec la fin des conflits armés dans des pays comme le Libéria, la Sierra Léone, le Burundi, le Congo, mais aussi la présence de ressources minières et énergétiques abondantes, attirent les investissements extérieurs. Dans un autre registre, le gouvernement allemand considère que l'Afrique, à travers l'UA et certains de ses Etats comme l'Afrique du Sud et le Nigéria, joue un rôle de plus en plus croissant sur la scène internationale (Cf. Le gouvernement fédéral, 2014, p. 2-3).

Sur la base de ce qui précède, on voit donc que ce discours présente une image plus reluisante de l'Afrique. L'Afrique du présent est, selon le gouvernement allemand, une Afrique qui marche, une Afrique qui s'affirme, qui prend ses responsabilités pour régler elle-même ses problèmes, qui s'engage pour mettre fin à plusieurs conflits qui le secouent depuis plusieurs années (guerre civile dans la région des Grands-Lacs, guerre civile au Libéria). Cette Afrique qui bouge, qui avance, cette Afrique qui, désormais revendique sa place pour compter, mérite, selon le gouvernement allemand, plus de considération et plus d'attention. Globalement, l'Allemagne voudrait se départir d'un discours qui présente l'Afrique sous une face hideuse (Cf. Auswärtiges Amt, 2009, p. 2). D'un statut de receveur de l'aide au développement, l'Afrique doit revêtir, selon le gouvernement allemand, un statut de partenaire égal, telle est la conclusion faite par le gouvernement fédéral : «Il faut cesser de considérer l'Afrique comme un continent en proie aux crises, à la pauvreté et à la corruption. Les Etats d'Afrique sont nos partenaires et nous sommes sur un pied d'égalité, au plan bilatéral tout comme dans les organisations multilatérales» (Auswärtiges Amt, 2009, p. 2).

### 4. Les raisons du changement de discours vis-à-vis de l'Afrique

Il faut rappeler ici que les intérêts de l'Allemagne occupent une large place dans ses lignes directrices. Ils y sont clairement définis et sont entre autres l'accès à un marché fiable et sûr, aux matières premières et aux sources d'énergie pour assurer son approvisionnement (Cf. Auswärtiges Amt, 2009, p. 3 ; Le gouvernement fédéral, 2014, p. 2). Par ailleurs l'Allemagne a besoin de parler d'une Afrique positive dans sa stratégie politique en direction du continent pour rassurer le contribuable allemand, la population allemande qui, en réalité, fait un contrôle passif de la politique d'aide au développement. Le discours sur l'Afrique (un discours flatteur) sert les intérêts de l'Allemagne en ce sens qu'il permet de

légitimer la valeur et l'opportunité d'un engagement de la politique allemande sur le terrain. Par conséquent, ce discours cherche à toucher les esprits et les cœurs des hommes.

Ensuite, en parlant des conditions-cadres économiques favorables, le gouvernement fédéral veut profiter des énormes potentialités économiques dont disposent l'Afrique en incitant et en aidant les champions de l'industrie allemande à investir en Afrique et à s'engager dans la course effrénée aux matières premières et aux importantes sources d'énergie sur le continent africain. Cette option est clairement exprimée ici : «Nous assurons notre approvisionnement énergétique en aidant nos entreprises à s'ouvrir les portes en Afrique également» (Le Gouvernement fédéral: Auswärtiges Amt, 2009, p. 3).

On le sait, l'Allemagne est réputée comme faisant partie des plus grandes nations exportatrices et de celles qui dépendent largement de l'importation de matières premières comme le coltan, le tungstène, le platine utilisées dans ses industries de haute technologie. Dix huit pour cent (18%) de ses importations de pétrole brut et trente quatre pour cent (34%) de ses importations en houille proviennent de l'Afrique (Cf. Auswärtiges Amt, 2011, p.41). En outre, elle veut aider ses entreprises à trouver des parts de marché qui vont contribuer à résorber le chômage en Allemagne. Selon le rapport annuel de l'Association économique germano-africaine (*Afrika-Verein der deutschen Wirtschaft*) publié en 2013, 766 entreprises allemandes sont installées en Afrique et emploient environ près de 197.000 personnes (Cf. Afrika-Verein, 2013, p.10). Le taux de croissance économique moyen de la région Afrique-subsaharienne qui était estimé entre 5 et 6% en 2010 faisait de cette région du continent celle où le développement était le plus fort (Cf. T. Köpf, 2015, p. 10). Cette croissance entraîne logiquement l'émergence d'une classe moyenne capable de générer un pouvoir d'achat intéressant qui pourrait faire d'elle de potentiels consommateurs de produits allemands (Cf. H. Stark, 2016, p. 219). Là, le savoir-faire allemand, mais aussi la réputation de bonne qualité qu'ont les produits allemands en Afrique (Cf. C. H. V. Gaertringen, 2016, 148) constituent bien un atout non négligeable pour la République fédérale d'Allemagne par rapport à d'autres partenaires.

L'Allemagne pourrait également compter sur une forte présence numérique des Etats africains dans les instances internationales de décision, comme l'ONU, à chaque fois qu'elle est candidate à un poste de membre non-permanent au Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations (ONU)<sup>5</sup>. Elle veut compter également sur leur soutien dans son ambition d'occuper un siège de membre permanent depuis que le débat sur la réforme de cette instance mondiale, considérée comme une chasse gardée d'un nombre très restreint de puissances occidentales, a été agité. Sa prise de position en faveur d'une représentation adéquate de l'Afrique au niveau de cette instance n'est pas fortuite. Dans le document de stratégie de la politique africaine du gouvernement fédéral de 2011, il est mentionné ceci :

Gemeinsam mit den Staaten Afrikas setzt sich die Bundesregierung für eine Reform der Vereinten Nationen mit einer Erweiterung des VN-Sicherheitsrats auch um zwei ständige Sitze für afrikanische Länder ein. Sie erhofft sich ihrerseits afrikanische Unterstützung für einen ständigen deutschen Sitz im VN-Sicherheitsrat (Auswärtiges Amt, 2011, p. 58)<sup>6</sup>.

<sup>5</sup>Lors du sommet des Nations Unies sur l'Afrique en septembre 2002, par exemple, la secrétaire d'Etat parlementaire du BMZ, Uschi Eid, avait solennellement appelé les pays africains à soutenir massivement la candidature de l'Allemagne au poste de membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies pour l'année 2003/2004, pour que l'Allemagne matérialise son ambition de jouer un rôle prépondérant dans la consolidation de la paix et de la prévention des conflits en Afrique. Cf. *Presseerklärung des BMZ*, 16.09.2002: Eid beim Afrika-Gipfel der Vereinten Nationen. In: [www.bmz.de](http://www.bmz.de) (consulté le 06.07.2008).

<sup>6</sup>Avec les Etats africains, le gouvernement fédéral s'engage en faveur d'une réforme de l'Organisation des Nations Unies avec l'élargissement du Conseil de Sécurité des Nations Unies, aussi pour qu'on attribue deux sièges de membres permanents aux pays africains. Il espère de son côté un soutien de la part de l'Afrique pour que l'Allemagne obtienne un siège de membre permanent au Conseil de Sécurité des Nations Unies (Auswärtiges Amt, 2011, p. 58) : *notre traduction*.

Si l'Allemagne propose à des pays africains comme le Nigéria, l'Afrique du Sud ou l'Angola, des partenariats énergétiques, c'est pour assurer son approvisionnement en énergie. En effet, cette vague d'intérêts résulte de la forte croissance des économies de certains pays africains. Selon les prévisions, l'Afrique serait la région qui enregistrait la croissance économique la plus forte jusqu'en 2040<sup>7</sup>. La stabilité politique étant favorable aux investissements privés, l'Allemagne veut impérativement saisir cette chance et tirer un meilleur profit de ses relations économiques et commerciales avec les pays africains (Cf. Le gouvernement fédéral, 2014, p. 2).

A l'instar d'autres partenaires comme la France ou encore la Chine, l'Allemagne est intéressée par le pétrole et le gaz africains et veut entretenir des échanges économiques et commerciaux plus étroits avec les pays africains. C'est dans cette perspective que l'Allemagne a invité, pour la première fois, les pays africains à un forum économique en vue de renforcer ses relations commerciales et ses investissements en Afrique, le 23 mars 2017, dans la ville de Francfort, la capitale économique et financière de l'Union Européenne<sup>8</sup>. D'ailleurs, la proposition d'un nouveau partenariat pour le développement, la paix et l'avenir, dénommé «plan Marshall avec l'Afrique»<sup>9</sup> et qui est en grande partie portée par le gouvernement allemand, à travers son ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (*Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (BMZ)*) met l'accent, entre autres, sur les relations commerciales, l'accroissement des investissements privés, les partenariats énergétiques, la création d'emplois.

Dans la mesure où les entreprises africaines n'ont pas un potentiel infrastructurel et une assise financière solide pour concurrencer les entreprises étrangères, notamment européennes, ce plan élaboré sans une implication effective des pays africains, ne profiterait, en grande partie, qu'aux puissances européennes. Si, à travers ce plan, il est accordé à trois pays d'Afrique qui connaissent une forte croissance économique (le Ghana, la Côte d'Ivoire et la Tunisie) une enveloppe de 300 millions d'euros d'aide supplémentaire (Cf. W. Kéfi, 2018), c'est parce que les industries européennes veulent profiter de la capacité d'absorption des marchés africains.

Un autre signe de cet intérêt économique grandissant de l'Allemagne pour le continent africain est sans doute l'initiative «*Compact with Afrika*» lancée en 2017 par la chancelière Angela Merkel alors qu'elle assurait la présidence du G20. L'objectif de cette initiative soutenue plus tard par d'autres partenaires du G20 et des institutions financières comme la Banque Mondiale, le FMI et la BAD est d'accroître le volume des investissements privés par le biais de réformes afin de rendre les conditions-cadres plus attractives, mais aussi et surtout d'améliorer les infrastructures sur le continent (Cf. W. Kéfi, 2018).

En recevant, en octobre 2018, onze chefs d'Etats et de gouvernement africains dans le cadre de cette initiative et en annonçant dans la foulée la création d'un «fond d'investissement pour le développement» à hauteur d'un milliard d'euros, Angela Merkel réitère sa volonté de soutenir les entreprises allemandes pour qu'elles s'implantent davantage et investissent plus en Afrique<sup>10</sup> afin de profiter des retombées de la croissance rapide sur le «continent des opportunités»<sup>11</sup>. Même si ce n'est

<sup>7</sup><http://germanyafrika.com/first-ever-germany-africa-business-forum-urges-german-companies-to-trust-in-african-investment-potential/>(site visité le 22.04.2017 à 13h).

<sup>8</sup><http://germanyafrika.com/first-ever-germany-africa-business-forum-urges-german-companies-to-trust-in-african-investment-potential/>(site visité le 22.04.2017 à 13h).

<sup>9</sup> Ministère de la Coopération économique et du Développement : L'Afrique et l'Europe : un nouveau partenariat pour le développement, la paix et l'avenir. Jalons d'un Plan Marshall avec l'Afrique, Berlin/ Bonn, 2017.

<sup>10</sup> Stefan Liebling, le président de l'*Afrika-Verein*, avait annoncé que sur les quelques 3,5 millions d'entreprises allemandes, seules un milliard sont présentes en Afrique. Leurs investissements dans les pays africains en 2018 s'élèvent à seulement un milliard d'euros. Cf. «L'industrie allemande découvre le «continent des opportunités» - et reçoit maintenant le soutien du gouvernement fédéral». In : <https://www.deutschland.de/fr/topic/economie/lindustrie-allemande-investit-toujours-plus-en-afrique> (page consultée le 01.10.2019).

<sup>11</sup>«L'industrie allemande découvre le «continent des opportunités» - et reçoit maintenant le soutien du gouvernement fédéral». In : <https://www.deutschland.de/fr/topic/economie/lindustrie-allemande-investit-toujours-plus-en-afrique> (page consultée le 01.10.2019).

pas encore le grand rush des plus grandes entreprises allemandes, il n'y a plus de doute que les milieux économiques allemands perçoivent l'Afrique désormais comme un vivier de croissance économique incontournable.

Il n'est pas fortuit que le *Bundesverband der Deutschen Industrie* (la fédération de l'Industrie allemande) ait élaboré en 2014 une stratégie pour l'Afrique subsaharienne dont le titre «*Chancenkontinent Afrika*» évoque d'emblée un changement de perspective (cf. BDI, 2014). Le plaidoyer est encore plus perceptible dans la préface de cette stratégie où on peut lire ceci : «*Afrika ist im Begriff sich zu wandeln! Es ist an der Zeit, Afrika verstärkt als vielversprechenden Wirtschaftspartner und Zukunftsmarkt statt als Empfänger von Entwicklungshilfe wahrzunehmen*» (BDI, 2014, p. 4)<sup>12</sup>.

Il y a un autre intérêt, et pas le moindre, que suscite le soutien apporté aux investisseurs allemands en Afrique. En encourageant ses entreprises à investir davantage en Afrique et à créer des emplois pour les jeunes, l'Allemagne voudrait contribuer à endiguer le chômage qui touche majoritairement ces jeunes et à leur offrir de meilleures perspectives dans leur propre pays. C'est pour elle une manière de contribuer à résoudre la question migratoire dont elle fait un défi dans ses relations avec le continent. Dans son discours d'ouverture lors de la conférence du G20 intitulée «*G20 - Afrika- Partnerschaft: In eine gemeinsame Zukunft investieren*» (Partenariat G20 - Afrique, investir dans un avenir commun), la chancelière allemande, Angela Merkel déclarait ceci :

Wenn es in Afrika zu viel Hoffnungslosigkeit gibt, dann sagen junge Menschen auch: Wir müssen uns woanders auf der Welt ein neues Leben suchen. Das heißt, indem wir gemeinsam mit Ihnen für Ihre Länder arbeiten, schaffen wir auch mehr Sicherheit für uns und können denen das Handwerk legen, die im Zusammenhang mit Flucht und Vertreibung aus dem Schicksal von Menschen illegal Profit schlagen<sup>13</sup>.

Si l'Allemagne est aussi disposée à renforcer le dialogue culturel avec l'Afrique à travers la signature de nouveaux accords avec un pays comme l'Angola et un vaste programme de promotion de la culture et de l'éducation avec le programme *Aktion Afrika*<sup>14</sup> pour lequel 40 millions d'euros ont été dégagés entre 2008, l'année de son lancement, et 2009, le lancement d'initiatives dans le cadre des échanges scolaires avec le «réseau PASCH- *Schulen: Partner der Zukunft*» (Initiative des Ecoles Partenaires pour l'avenir) et des échanges interuniversitaires (partenariat pour l'éducation, la formation, la recherche et les sciences, des programmes d'échanges «*Go Africa ... Go Germany...*» la promotion de centres d'excellence en Afrique (cf. Auswärtiges Amt, 2011, p. 54), c'est non seulement pour promouvoir la langue allemande, mais aussi pour chercher, par un effet multiplicateur, à gagner la sympathie des Africains pour l'Allemagne et assurer, dans le moyen ou le long terme, une main-d'œuvre qualifiée pour les entreprises allemandes.

---

<sup>12</sup> L'Afrique est entrain de se transformer! Il est temps de considérer l'Afrique davantage comme un partenaire économique prometteur et un marché d'avenir au lieu de le percevoir comme un receveur d'aide au développement » : *notre traduction*.

<sup>13</sup> «S'il y a trop de désespoir en Afrique, alors il y a bien sûr des jeunes qui se disent qu'ils doivent partir faire leur vie ailleurs dans le monde. Mais si nous travaillons main dans la main pour vos pays, nous créerons plus de sécurité pour nous-mêmes et pourrons mettre fin aux agissements des gens qui profitent illégalement de la migration et du trafic d'êtres humains» : *notre traduction*

Rede von Bundeskanzlerin Merkel bei der G20-Afrika-Partnerschaftskonferenz „In eine gemeinsame Zukunft investieren“ am 12. Juni 2017 in Berlin. In : <https://www.g20germany.de/Content/DE/Rede/2017/06/2017-06-12-rede-merkel-g20-afrika.html> (01.10.2019).

<sup>14</sup> L'objectif de ce programme est de donner un contenu à une véritable coopération culturelle avec le continent africain par la culture, le sport, l'éducation et la formation. L'option prise est de développer une véritable diplomatie culturelle allemande en Afrique. cf. [www.auswaertiges-amt.de](http://www.auswaertiges-amt.de) «Aktion Afrika- Kulturelle Zusammenarbeit auf Augenhöhe», Stand 07.02.2008 (15.02.2008 à 15h 25)



## Conclusion

Dans cette contribution, nous avons essayé de trouver des éléments qui corroborent le changement de paradigme et de perspective dans la façon de présenter et de se représenter l'Afrique dans les textes officiels du gouvernement allemand. Néanmoins, on y trouve encore des éléments qui confirment la présence de préjugés et de clichés dans le discours officiel. Or, pour arriver à un partenariat d'égal à égal tant prôné par la République fédérale d'Allemagne dans ses lignes directrices et dans bien d'autres domaines, il faut, à défaut de l'élimination définitive des préjugés et clichés, plus d'ouverture et plus de volonté à apprendre davantage des uns des autres. L'image plus ou moins positive qu'ont les Africains de l'Allemagne, à cause de la réussite de son modèle économique, la discipline de son peuple, la rigueur dans le travail (Cf. M. Kassé, 2016, p. 18), etc., malgré toute la charge de son passé en Afrique, pourrait ouvrir une voie vers plus de compréhension mutuelle.

En tout état de cause, on peut dire que le premier malentendu entre l'Afrique et l'Europe réside dans le fait que les Européens, essentiellement, considèrent l'Afrique, tout un continent, comme un pays. Or, cette conception selon laquelle l'Afrique serait un ensemble homogène où un problème qui arrive à un seul de ses Etats concernerait tout le continent est erronée et contreproductive pour asseoir une coopération entre l'Afrique et l'Europe (V. Tatah, 2014, p. 2). Les occidentaux rencontrent les Africains le plus souvent avec un statut de donneurs de leçons. Comme on le sait, le premier obstacle à des relations sincères entre les pays occidentaux et les pays africains est le fait que les premiers veulent imposer à l'Afrique des modèles sociaux et de gouvernance qui, le plus souvent, ne correspondent pas toujours à ses réalités. Il convient donc de dissiper ce vieux malentendu. Alexandre von Humboldt ne disait-il pas que «la pire des conceptions au monde est celle de ceux qui n'ont jamais regardé au-delà d'eux-mêmes»<sup>15</sup>?

---

<sup>15</sup>Alexander von Humboldt, cité par Andreas Görden : «La nouvelle politique culturelle de l'Allemagne». In : *La revue internationale et stratégique*, 2009, p. 2

## Bibliographie

### Documents officiels

AUSWAERTIGES AMT, 2011, Deutschland und Afrika : Konzept der Bundesregierung, Berlin.

LE GOUVERNEMENT FEDERAL, 2009, Lignes directrices de la politique africaine du gouvernement fédéral, Berlin.

LE GOUVERNEMENT FEDERAL, 2014, Lignes directrices de la politique africaine du gouvernement fédéral, Berlin.

MINISTERE DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET DU DEVELOPPEMENT, 2017, L'Afrique et l'Europe : un nouveau partenariat pour le développement, la paix et l'avenir, Jalons d'un Plan Marshall avec l'Afrique, Berlin/ Bonn.

### Autres sources

AFRIKAVEREIN DER DEUTSCHEN WIRTSCHAFT, 2013, *Afrika in Bewegung. Ein Kontinent auf dem Weg nach oben*, Hamburg, Riemer Druck GmbH & Co. KG .

BOA Thiémélé L. Ramsès, 2012, «Hegel en Afrique et l'Afrique dans Hegel». In : *Le dialogue culturel entre Afrique subsaharienne et Allemagne*, Côte d'Ivoire, L'Harmattan, p. 119-133.

BDI- BUNDESVERBAND DER DEUTSCHEN INDUSTRIE, 2014, *BDI-Strategie Subsahara-Afrika. Chancenkontinent Afrika*. Berlin, Industrie-Förderung GmbH.

ENGEL Ulf / Robert Kappel / Stephan Klingebiel / Stefan Mair / Andreas Mehler / Siegmund Schmidt, 2000, *Memorandum zur Neubegründung der deutschen Afrikapolitik. Frieden und Entwicklung durch strukturelle Stabilität*, Berlin / Leipzig, Institut für Afrikanistik der Universität Leipzig.

FERDOWSI Mir A. 2004, «Afrika gibt es nicht!». In: FERDOWSI Mir A. (Hrsg.): *Afrika- ein verlorener Kontinent?* München, Wilhelm Fink, p. 11-30.

KASSE Maguèye, 2016, «L'Allemagne vue par l'Afrique et les Africains». In : *Allemagne d'aujourd'hui. Revue d'information et de recherche sur l'Allemagne*, Villeneuve d'Ascq, ACAA / Presses Universitaires du Septentrion, p. 110-121.

KOEPF Tobias, 2015, «L'Allemagne à la recherche d'une stratégie de politique africaine», In : *Note du Cerfa 119*, Paris, Ifri.

MÜKKE Lutz, 2009, *Journalisten der Finsternis. Akteure, Strukturen und Potenziale Deutscher Afrika-Berichterstattung*, Köln, Herbert von Halem.

STARK Hans, 2016, «La politique africaine de l'Allemagne entre principes éthiques et intérêts économiques», In: *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 217, Villeneuve d'Ascq, ACAA / Presses Universitaires du Septentrion, p. 217-220.

TATAH Veye, 2014, «Afrika 3.0: Ein Kontinent im Wandel – Vorwort zum Tagungsband». In: Veye Tatak (Hg.): *Afrika 3.0. Mediale Abbilder und Zerrbilder eines Kontinents im Wandel*, Berlin, LIT Verlag, p. 1-4.

VON GAERTRINGEN Christian Hiller, 2016, «Les entreprises allemandes à la découverte d'un continent inconnu, l'Afrique», In: *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 217, Villeneuve d'Ascq, ACAA / Presses Universitaires du Septentrion, p. 143-153.

## Webographie

HEGEL Friedrich, 2007, «La raison dans l'Histoire de Hegel. L'Afrique». In : *Le Monde Diplomatique*, Novembre 2007, <https://www.monde-diplomatique.fr/2007/11/HEGEL/15275> (22.09.2019).

KEFI Walid, 2018, «La nouvelle politique africaine de l'Allemagne, face à l'enjeu migratoire», In : *Ecofin Hebdo* N° 95, 17.08.2018, Genève, Agence ECOFIN, Mediamania, In : <https://www.agenceecofin.com> (23.9.2019).

KÖHLER Horst: »Wir können in Deutschland vieles möglich machen«, Antrittsrede von Bundespräsident Horst Köhler im Deutschen Bundestag am 1. Juli 2004. In: [http://www.bundespraesident.de/SharedDocs/Reden/DE/Horst-Koehler/Reden/2004/07/20040701\\_Rede\\_Anlage6.pdf](http://www.bundespraesident.de/SharedDocs/Reden/DE/Horst-Koehler/Reden/2004/07/20040701_Rede_Anlage6.pdf) (22.06.2006).

«L'industrie allemande découvre le «continent des opportunités» - et reçoit maintenant le soutien du gouvernement fédéral, 2018, <https://www.deutschland.de/fr/topic/economie/lindustrie-allemande-investit-toujours-plus-en-afrique> (01.10.2019).

Rede von Bundeskanzlerin Merkel bei der G20-Afrika-Partnerschaftskonferenz „In eine gemeinsame Zukunft investieren“ am 12. Juni 2017 in Berlin. In : <https://www.g20germany.de/Content/DE/Rede/2017/06/2017-06-12-rede-merkel-g20-africa.html> (01.10.2019).

[www.auswaertiges-amt.de](http://www.auswaertiges-amt.de) (15.02.2008).

<http://germanyafrika.com/first-ever-germany-africa-business-forum-urges-german-companies-to-trust-in-african-investment-potential/>(site visité le 22.04.2017).